

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/COL/22

17 octobre 2003

(03-5511)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Questions formulées par l'Équateur

La Mission permanente de l'Équateur a fait parvenir au Secrétariat la communication ci après, datée du 14 octobre 2003.

PROJET DE DÉCISION CONCERNANT LA PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SUBVENTIONS DE LA COLOMBIE

Questions relatives au respect par la Colombie des obligations établies par les décisions du Comité des subventions et des mesures compensatoires datées du 13 décembre 2002 et reproduites dans les documents G/SCM/93 et G/SCM/94.

A. SYSTÈME SPÉCIAL D'IMPORTATION-EXPORTATION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT ET DE PIÈCES DE RECHANGES (SIEX)

1. La notification concernant le SIEX présentée par la Colombie pour l'année 2002 (document G/SCM/N/95/COL) n'indique pas que le programme colombien de subventions prévoit aussi le paiement différé de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans un délai de cinq ans, en rapport avec l'importation de biens d'équipement, de pièces de rechange et de composants destinés à l'installation, à l'agrandissement ou à la réparation des unités de production servant à la fabrication de biens d'exportation, ou utilisés dans ces opérations d'installation, d'agrandissement ou de réparation. Cependant, cette disposition figure dans la notification présentée par la Colombie pour les années 1998, 1999 et 2000 (document G/SCM/N/60/COL).

La Colombie pourrait-elle expliquer les mesures qu'elle prend actuellement, indépendamment de la Résolution n° 0011, en vue de l'élimination des subventions accordées dans le cadre du SIEX, en particulier celles qui concernent le report du paiement de la TVA pour une période de cinq ans?

La Colombie pourrait-elle donner des explications plus détaillées, données statistiques à l'appui, sur le montant des avantages que les exportateurs colombiens reçoivent suite au report de cinq ans du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, renseignements qui ne figurent pas dans la notification pour l'année 2002, présentée dans le document G/SCM/N/95/COL?

La Colombie pourrait-elle expliquer l'article 2 de la Résolution n° 0011, qui donne aux autorités compétentes la faculté d'approuver chaque année des programmes ou des modifications des programmes existants concernant les biens d'équipement et les pièces de rechange jusqu'à concurrence de la valeur annuelle de la subvention notifiée par la Colombie pour l'an 2000 au Comité des subventions et des mesures compensatoires?

Faut-il entendre que la disposition de l'article 2 de la Résolution n° 0011 s'applique également au paiement différé pour une période allant jusqu'à cinq ans de la taxe sur la valeur ajoutée liée aux importations de biens d'équipement, de pièces de rechange et de composants?

2. Au paragraphe 8 de la notification présentée par la Colombie pour l'année 2002 (document G/SCM/N/95/COL), il est indiqué que les subventions accordées dans le cadre du SIEX s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2006, conformément à l'article 10 i) de la Décision du Comité (document G/SCM/94). Cependant, et sans préjudice des droits de la Colombie au titre de cette décision, ce que celle-ci dispose c'est que la période de transition prévue pour l'élimination des subventions à l'exportation ne sera en aucun cas *prorogée* au-delà de l'année 2006 et dans la mesure où le réexamen par le Comité est conforme aux engagements d'élimination souscrits par la Colombie, et aux fins et sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 1 d) et 1 e) des Procédures pour les prorogations (document G/SCM/39).

La Colombie pourrait-elle donner des explications sur les mesures qu'elle prendra à cet effet pour supprimer le SIEX conformément aux engagements donnés dans le document G/SCM/94?

3. La Résolution n° 0011 prévoit des exclusions des conditions énoncées aux articles 1^{er} et 2 en ce qui concerne les demandes de programmes relevant du SIEX dont les produits finals d'exportation correspondent au secteur des services.

La Colombie pourrait-elle indiquer en détail les produits qui correspondent au secteur des services et les critères sur lesquels est fondée l'exclusion de ces produits ou marchandises du champ des dispositions prévues par la décision du Comité reproduite dans le document G/SCM/94?

B. RÉGIME DE ZONES FRANCHES (ZF)

1. Le paragraphe 4 de la notification présentée par la Colombie pour l'année 2002 (document G/SCM/N/99/COL) mentionne une résolution, portant le numéro 1001, qui modifie le régime de zones franches.

La Colombie pourrait-elle communiquer le texte de cette résolution et indiquer dans quelle mesure, le cas échéant, et exception faite du projet de décret, celle-ci contribue également à la mise en œuvre de ce qui est énoncé dans le document G/SCM/93 du 17 décembre 2002?

2. Le paragraphe 5 de la notification présentée par la Colombie pour l'année 2002 (document G/SCM/N/99/COL) mentionne, parmi d'autres subventions, la non-application de taxe sur les envois de fonds aux revenus liés aux activités industrielles en zones franches, subvention qui est également incluse dans la notification présentée par la Colombie pour les années 1998, 1999 et 2000 (document G/SCM/N/60/COL).

La Colombie pourrait-elle indiquer pourquoi le projet de décret présidentiel ne fait pas état des mesures visant à éliminer les subventions accordées dans le cadre du régime de zones franches (ZF) en rapport avec la non-application de la taxe sur les envois de fonds aux revenus liés aux activités industrielles réalisées dans ces zones?

La Colombie pourrait-elle indiquer, données statistiques à l'appui, le montant des avantages reçus par les exportateurs colombiens suite à la non-application de la taxe sur les envois de fonds aux revenus liés aux activités industrielles en zone franche, renseignements qui ne figurent pas dans la notification pour l'année 2002 dans le document G/SCM/N/99/COL?

3. Au paragraphe 8 de la notification présentée par la Colombie pour l'année 2002 (document G/SCM/N/99/COL), il est indiqué que les subventions accordées dans le cadre du régime de zones franches (ZF) s'appliqueront jusqu'au 31 décembre 2006, conformément à l'article 10 i) de la Décision du Comité (document G/SCM/93). Cependant, et sans préjudice des droits de la Colombie au titre de cette décision, ce que celle-ci dispose c'est que la période de transition prévue pour l'élimination des subventions à l'exportation ne sera en aucun cas *prorogée* au-delà de l'année 2006 et dans la mesure où le réexamen par le Comité est conforme aux engagements d'élimination souscrits par la Colombie, et aux fins et sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 1 d) et 1 e) des Procédures pour les prorogations (document G/SCM/39). À cet égard, la Colombie n'a présenté qu'un projet de décret présidentiel en vue de la réforme de sa législation sur les zones franches.

La Colombie pourrait-elle indiquer pourquoi – alors que les délais établis au paragraphe 10 de la Décision du Comité (document G/SCM/93), qui prévoit l'obligation de réformer la législation pertinente le 30 juin 2003 au plus tard, n'ont pas été respectés – elle préjuge de la décision du Comité concernant l'éventuelle prorogation de la période de transition prévue pour l'élimination des subventions dans le cadre du régime de zones franches (ZF) jusqu'au 31 décembre 2006, ainsi qu'il est indiqué dans le projet de décret présidentiel présenté?
